

# Charles Michel attend Donald Trump avec une promesse de 9,4 milliards

Otan Le Premier Ministre a briefé les députés belges avant le sommet atlantique de Bruxelles.

La Belgique veut rester “*un partenaire loyal et crédible*” de l’Otan, a assuré mercredi le Premier ministre Charles Michel, interrogé par les députés au Parlement avant l’important sommet de l’Alliance qui aura lieu les 11 et 12 juillet à Bruxelles.

Près de 2 400 policiers et plus d’un millier de soldats seront mobilisés mercredi et jeudi prochains pour accueillir les 29 délégations des pays membres plus celles des pays partenaires. Trois dîners de travail auront lieu le 11 au Musée royal d’Art et d’Histoire du Cinquantenaire tandis que le reste du sommet se déroulera dans le nouveau siège de Haren. Un défilé aérien d’hélicoptères est également prévu.

Sur le fond, deux sujets émergent. Le premier est le “partage du fardeau” entre les pays de l’Otan; le second, l’attitude ferme des alliés mais toujours ouverte au dialogue avec la Russie.

Douze à treize chefs d’Etat et de gouvernement – dont Charles Michel – ont reçu à la mi-juin une lettre comminatoire du président Donald Trump leur demandant de respecter l’engagement, pris en 2014, de consacrer 2 % de leur PIB aux dépenses militaires.

La Belgique fait très mauvaise figure, avec un taux de 0,9 % de son PIB en 2017. “*Nous sommes même le seul pays de l’Otan à avoir vu son budget baisser en 2017, de moins 26 millions*”, a souligné le député CDH Georges Dallemagne. “*Vous promettez des dépenses pour 2018, nous verrons !*”

Le gouvernement s’engage à investir 9,4 milliards d’euros dans les années à venir (F-16, blindés, navires, drones), ce qui portera sa contribution à 1,3 %, soit “*la moyenne des pays de l’Otan non nucléaires*”, a rétorqué le Premier ministre. Il a également insisté sur le fait que la Belgique performe mieux

de l’Otan que sont les capacités et les opérations à l’étranger.

## Entre Trump et Poutine

Certains députés de la gauche ont réclamé une nouvelle relation avec les Etats-Unis, accusant, comme Dirk Van der Maelen (SP.a), M. Trump “*de détruire l’ordre mondial de l’après-guerre*” et de dénouer les relations multilatérales.

Mais le gouvernement de droite tient à l’ancrage américain et s’insurge que ces mêmes députés deviennent subitement multilatéraux après avoir dénoncé l’accord de libre-échange avec le Canada, le Ceta. “*Certes, nous avons un problème avec M. Trump sur le multilatéralisme. Mais nous sommes dans une alliance forte avec les Etats-Unis et quand je vais à Varsovie, où fut conclu le Pacte de Varsovie, je suis très fier de voir que ce pays est devenu à la fois membre de l’Otan et de l’UE*”, a déclaré le ministre Reynders, dans un grand élan atlantiste.

Sur le deuxième point, Charles Michel a décrit une Russie qui s’est ingérée en Moldavie, Ukraine et Géorgie, active ses forces autour de la mer Noire et de la mer Baltique. “*Les exercices répétés et inopinés à grande échelle, la rhétorique nucléaire agressive et l’abaissement du seuil nucléaire restent alarmants*, a-t-il dit. Il est tout aussi inquiétant de constater que la

*Russie ne respecte plus l’accord sur les Intermediaire nuclear forces (INF) puisqu’elle a installé des types de missiles qui dépassent la portée maximale autorisée.*”

L’Otan n’est pas en reste dans la musculature, cumulant les exercices dans les pays limitrophes de la Russie. Elle travaille – on en parlera au sommet – à pouvoir déplacer plus rapidement des troupes sur tout le territoire européen et à accroître le niveau général de prépara-

tion. L'objectif est de pouvoir déployer Charles Michel. Lequel reste un fervent  
"30 unités de combat aérien, 30 navires de défenseur de la doctrine Harmel : avec les  
guerre et 30 bataillons de combat et ce, Russes, on ne baisse pas la garde mais on  
dans un maximum de 30 jours", a précisé discute toujours.

Christophe Lamfalussy

## Épinglé

La porte reste fermée pour l'Ukraine et la Géorgie

**Plusieurs pays** cherchent à entrer dans l'Otan. C'est le cas de l'Ukraine et de la Géorgie, qui sont candidats à l'adhésion depuis 2008, mais aussi de la Macédoine, qui espère pouvoir entamer le processus d'adhésion et recevoir le feu vert au sommet de l'Otan.

**Charles Michel** a été très clair concernant l'Ukraine et la Géorgie. "*Ces pays sont confrontés à l'occupation d'une partie de leur territoire par la Russie. Ils doivent pouvoir adhérer à l'Otan, mais la situation sécuritaire ne le permet pas.*" Un pays comme la Géorgie pourtant "*respecte tous les engagements et fournit d'importants contingents militaires aux opérations de l'Alliance*", a-t-il relevé.

**La Belgique** est en revanche "*favorable*" à ce que la Macédoine puisse entamer les négociations d'adhésion.

*"La Russie sera un grand voisin pour toujours."*

**Charles Michel**  
en présentant aux députés la stratégie de l'Otan qui sera discutée au sommet des 11 et 12 juillet à Bruxelles.